



PAIDECO est un programme qui vient en appui à la décentralisation et dont le budget participatif est mis à la disposition des communes de Kisenso et Kimbanseke qui sont devenues, grâce à la constitution actuelle, des entités territoriales décentralisées. Ce budget a déjà contribué à mettre les acteurs locaux en réseau à travers des structures comme les CLD et les CCD qui expérimentent déjà l'exercice de la démocratie à la base.

Mais la vraie démocratie à la base passe par un réel pouvoir local dont les capacités doivent être en mesure de répondre aux besoins publics locaux, étant l'émanation de la population (grâce aux élections locales). En attendant la matérialisation de la décentralisation, le processus mis en place à Kisenso et Kimbanseke permet à la population de participer à la prise des décisions qui la concernent et de participer à la réalisation des actions concrètes. A tous les niveaux des acteurs identifiés (Etat, société civile, secteur privé), un besoin réel de renforcement des capacités a été identifié en vue de permettre à chacun de jouer pleinement son rôle. Cet établissement de capacités durables au niveau des individus et des entités ne peut se faire que dans un environnement porteur de changement et permettant de prendre en compte les questions intersectorielles intéressant tous les segments de la société (Etat, société civile et secteur privé). Et la constitution actuelle promeut une décentra-

Le renforcement des capacités dans un contexte de décentralisation

lisation dont la gouvernance locale s'articule sur trois dimensions à savoir : le délibérant, l'exécutant et la société civile.

Dans l'optique de provoquer un effet boule de neige au niveau de tous les acteurs des communes de Kisenso et Kimbanseke, les premiers formés ont reçu pour mission de restituer à la base toutes les informations reçues et d'en assurer la vulgarisation à toute la Commune. Il n'existe pas de développement sans auto prise en charge, sans appropriation des actions à réaliser même lorsqu'elles sont financées par l'extérieur. Le fait de donner la formation aux acteurs qui le restitueront auprès de plusieurs autres personnes permettra à toute la communauté de relever son niveau et d'arriver à une participation citoyenne à la création des richesses au niveau local. La matérialisation de cette idée se fera grâce à une coresponsabilisation de tous les acteurs en présence de l'avenir de la Commune. La prise de conscience qui en sortira pourra réellement amener la conversion des mentalités et l'adoption des nouveaux comportements. Les acteurs sortis des sessions de formation devront faire preuve d'un esprit nouveau dans un nouvel élan du progrès pour constituer ensemble le rouleau compresseur du changement au niveau local.

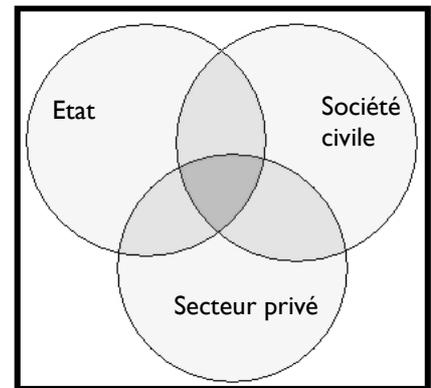
Avec la décentralisation, la population locale est intéressée à la prise des décisions sur les matières qui la concernent et surtout sur le choix de ses dirigeants. Tous les acteurs en présence entrent ainsi dans une logique de redevabilité et d'équité, d'échange et de partage. Le renforcement des capacités les aidera à améliorer qualitativement les genres des décisions à prendre. Ayant besoin de déterminer leur rôle sur base de leurs propres ressources, les formations les aident effectivement à comprendre leur part de responsabi-

té.

Il sied alors de comprendre que le processus de renforcement des capacités des acteurs de Kisenso et Kimbanseke les prépare à une participation responsable à la prise des décisions que leur apporte la décentralisation, à développer un partenariat (Etat, société civile et opérateurs privés) et à bien comprendre leur rôle et leur fonction. Il s'agit d'une reconstruction institutionnelle, économique et sociale pour le renforcement du développement local.

Le renforcement des capacités et bonne gouvernance sont intimement liés. Les thèmes choisis à Kisenso et Kimbanseke sont adaptés aux besoins de la population et de tous les acteurs. Ils sont participatifs, transparents grâce à l'effort de la libre circulation de l'information mise en place, équitables pour tous les sexes, responsables pour tous les acteurs, favorables au consensus local, efficaces et efficaces pour permettre aux formés de produire des résultats qui répondent aux besoins par l'utilisation optimale des ressources, et stratégiques car fondés sur une vision sociétale à long terme.

Olivier Palata L.



Suite de la p. 7

La rivière étant plus profonde que prévue, les travailleurs jouent les plongeurs

Mais certains «tous travaux» jugent insuffisante cette somme par rapport au volume et à la nature du travail. En effet, lors de la formulation du projet et de la signature du contrat, on avait estimé que la rivière était profonde d'environ 2 mètres. Mais peu de temps après le début des travaux, force a été de constater que la profondeur variait entre 1m20 et 6 mètres! Ce qui a évidemment compliqué la tâche des travailleurs, qui ont dès lors du se convertir en « plongeurs » pour aller déposer leurs sacs de sable au fond de la rivière.

Le PAIDECO s'est adapté à cette nouvelle réalité, et un avenant de presque 10.000 euros a été signé à la fin du mois d'octobre. Dans cet avenant, il est prévu une distinction

de salaire selon la nature du travail: ceux qui travaillent sur la terre ferme gagnent 2 euros pour 15 sacs mis en œuvre, tandis que ceux qui travaillent en plongée ont un salaire de 2 euros pour 10 sacs mis en œuvre. De plus, le délai d'exécution est passé de 2 à 4 mois au total. L'ouvrage, qui a désormais un coût total de 60.000 euros, devrait se terminer avant la fin de l'année 2007.

Les femmes présentes sur le chantier se disent satisfaites du travail: «Ce n'est pas seulement pour nous faire de l'argent que nous venons travailler ici, mais c'est surtout parce que nous voulons sauver nos maisons du danger permanent des inondations», a affirmé Mme Chantal Nlandu, l'une d'elles.

Pour le Président de l'ONG ADEQ Mr. Ambutu, la nouvelle digue a l'avantage d'être plus résistante que la première. Elle constitue une thérapeuti-

que pour les bénéficiaires directs, c'est-à-dire les habitants du quartier Dingi Dingi et une prévention pour les indirects, a-t-il conclu.

Elise Odiekila



La digue traverse la rivière, comme les polders hollandais

En partenariat avec les administrations communales

Le renforcement des acteurs de Kisenso et de Kimbanseke

32 sessions de formation pour 1220 personnes

« **Création, fonctionnement et gestion des associations et ONG** », « **conduite d'une réunion** », « **prévention et gestion des conflits** » et « **notions de droit** » : ces thèmes jugés prioritaires par les acteurs locaux ont fait l'objet de formations spécifiques à Kisenso et Kimbanseke.

32 sessions ont été organisées dans les deux communes, qui ont permis d'atteindre 1220 acteurs locaux. Ces formations ont été rendues possibles grâce au concours de structures locales de formation, à savoir DIRAF, GAAD, IFESH, MDE, RCN... Parmi les participants, on retrouve les membres des associations et ONG, les membres des CLD et des CCD, les chefs de service communaux, les notables, les comités des marchés municipaux, les OPJ ... L'objectif poursuivi par ces formations est de renforcer les capacités des acteurs locaux pour qu'ils jouent correctement leur rôle dans le contexte de la décentralisation. Les cours durent en moyenne une semaine. Mais une fois la session terminée, la page ne se tourne pas là : Après les formations, il est prévu l'accompagnement des bénéficiaires à travers la *suivi* et *évaluation*. L'objectif de cette activité est de se

rendre compte si les personnes formées arrivent à rendre opérationnels les acquis de la formation, et de les aider à lier la théorie à la pratique.

La série continue

RCN Justice et Démocratie, une ONG internationale belge, a entamé à la fin du mois d'octobre sa première formation dans le domaine du droit. Jusqu'au mois de janvier, RCN dispensera diverses formations en notions élémentaires de droit, la détention arbitraire ou encore des ateliers sur les taxes et les impôts. Avant la fin de l'année 2007, deux autres thèmes de formation (et non des moindres) seront lancés dans les communes partenaires du PAIDECO : « communication institutionnelle et processus de communication » et « décentralisation, bonne gouvernance et fonctionnement des ETD ». En effet, dans le contexte de la décentralisation, les acteurs locaux sont sensés jouer un rôle déterminant dans le développement de leurs entités. Et pour jouer

correctement ce rôle, ils ont besoin de savoir comment ils doivent communiquer entre eux et quelles sont les responsabilités qui les attendent.

Comme on peut bien s'en rendre compte, la communication semble être un élément clé de la transparence et de la bonne gouvernance que tout le monde attend de vivre en RDC en général et dans les communes de Kisenso et Kimbanseke en particulier.

Marie Nyange



Des participants suivent une formation en « création, fonctionnement et gestion des associations et Ong »

Suite à une session de formation

Création d'une plate-forme regroupant les ONG et associations de l'axe N'djoku

Les ONG et associations de l'axe N'djoku à Kimbanseke se sont regroupées au sein d'une plate-forme, pour mener des actions communes afin de relever le niveau de leur milieu.

Les ONG et associations de l'axe N'djoku ont décidé de créer une plate-forme. Cette structure a été baptisée "Union des Associations pour le Développement de Kimbanseke". Elle a comme but : Contribuer au développement intégral des communautés de base de la commune, par l'intervention de l'expertise de ses différentes associations dans différents domaines de la vie sociale. La plate-forme se propose aussi de travailler en partenariat avec les personnes physiques ou morales intéressées, comme elle, au développement de Kimbanseke.

Au total, 40 ONG et associations de cet axe la composent. L'acte de naissance a été signé par ces structures, le 18 août 2007, à l'issue de la première assemblée générale de la plate-forme organisée le même jour dans le cadre du Bar Buul-a-biy, sur l'avenue N'djoku n°201, au quartier Ngamazita, dans la commune de Kimbanseke.

Au cours de cette assemblée générale, les représentants des ONG et associations de l'axe N'djoku ont tout d'abord constitué un Bureau. M. Victor Sakobo en assure la présidence, assisté de M. Simon Tshiyamba comme vice-président.

Le poste de secrétaire est confié à M. Nico Moke. Tandis que celui de la trésorerie est assuré par une dame, Caroline Otoko Wembolua. Rosette Mande et Nkey Thérèse se voient confier respectivement le poste de conseiller et conseiller adjoint

Une prise de conscience.

Les membres de cette plate-forme avaient suivi la formation assurée par la « Maison des Entrepreneurs » du 13 au 18 août dernier, portant sur « la création, le fonctionnement et la gestion d'une association ». Ils se sont retrouvés au terme de cette formation, pour évaluer la portée des enseignements reçus sur le développement de Kimbanseke en général et en particulier de leur milieu. Aussi, se sont-ils résolus de créer une plate-forme qui fédèrera leurs efforts. A ce sujet, le président Victor Sakobo explique : « Nous avons pris conscience, après la formation donnée par la Maison des Entrepreneurs, que c'est dans l'unité que nous pouvons rapidement arriver à bout des problèmes qui maintiennent notre commune dans le sous-développement. Car l'union fait la force ».

La plate-forme envisage, à partir de la première quinzaine du mois de novembre, le recensement de toutes les ONG et associations se trouvant dans la commune de Kimbanseke. Une étape de la sensibilisation est prévue au début de décembre, pour renforcer les capacités de ces ONG et associations recensées afin que leurs actions en faveur du développement soient menées de la même manière que les ONG et associations de la plate-forme.

Papy Mumputu



Les membres au cours de la première assemblée générale